

politique existe. On ne rendra pas la chartre de San-Francisco plus forte par ce moyen.

Récemment, il y a eu une conférence à Londres. On a raconté quantité de choses au sujet de cette conférence; mais je dirai que la véritable histoire n'est pas venue de Londres. Nous avons entendu parler de petites querelles et de petites chicanes; mais j'oserais dire que les raisons fondamentales de cette mésentente se trouvent dans la diplomatie atomique, dans la croyance de la part de certains politiciens que nous pouvons changer les décisions de Potsdam maintenant que nous possédons la bombe atomique. A Potsdam on en est venu à une entente au sujet de l'industrialisation de l'Allemagne. J'ai sous la main les décisions adoptées à Potsdam. On y déclare que les industries qui ont servi à des fins de guerre en Allemagne seront enlevées de ce pays; que ces industries serviront à des fins de réparation. Mais d'aucuns ont des idées différentes à ce sujet; ils pensent qu'il ne faudrait pas enlever ces industries à l'Allemagne.

Une commission américaine a récemment fait une enquête sur cette question en Europe. Le professeur Calvin Hoover était le président de cette commission. Cette dernière a proposé qu'aucune machine ne soit enlevée de l'Europe occidentale; que l'Allemagne devrait avoir le droit de produire dix millions de tonnes d'acier de plus qu'en 1939. Cela veut dire tout simplement que beaucoup trop de gens croient encore qu'on devrait réorganiser l'Allemagne comme puissance antisoviétique. Ce furent justement des principes de ce genre qui ont allumé la guerre qui vient à peine de se terminer, comme ce sera le même genre d'idées qui nous vaudra la troisième guerre mondiale.

Qui faisait partie de cette commission? Il y avait M. William Draper, qui est aujourd'hui le brigadier William H. Draper, de Dillon, Reed and Company, l'une des grandes institutions financières de New-York. Il ne veut pas que l'Allemagne perde ses industries; il ne veut pas davantage qu'on lui enlève ses machines. Il y avait encore M. L. Wysor, l'un des propriétaires de la Republic Steel Corporation, des Etats-Unis. Ces gens suivent une ligne de conduite qui est dangereuse pour la paix de l'Europe. Les membres de l'Union soviétique et leurs représentants disent: "Nous avons conclu un certain accord à Postdam et vous devez vous y conformer." Je n'ai pas à fonder mes observations uniquement sur cette déclaration. J'ai sous la main l'accusation portée par le sénateur Kilgore, des Etats-Unis. C'est le chef du sous-comité militaire qui fait enquête sur les industries allemandes. Il dit qu'à moins d'avoir recours

[M. Rose.]

à des mesures énergiques en Allemagne, ce pays pourra produire plus de matériel de guerre qu'il n'en a produit en 1939.

M. l'ORATEUR: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais il a parlé pendant quarante minutes.

M. ROSE: Encore quelques minutes et j'aurai fini.

M. l'ORATEUR: Avec l'assentiment de la Chambre.

M. ROSE: Voilà les faits importants, monsieur l'Orateur. Les trois grandes puissances ont conclu des accords. Ces accords doivent être respectés. Si les signataires s'y conforment, il leur sera facile de se réunir de nouveau et d'en venir à une décision précise sur la ligne de conduite à suivre. Tout n'est pas perdu. Il y a eu des difficultés dans le passé. On se souviendra qu'il y avait la question polonaise, celle de la conférence de San-Francisco et plusieurs autres. On arriva à une entente, parce qu'on ne peut se permettre la guerre. Si on avait une autre guerre, il ne serait plus question de sauver la civilisation, car ce serait sa destruction complète. Il faut s'entendre.

Il ne peut s'agir pour le Canada d'organiser le bloc secondaire des moyennes et petites nations. Ce qu'il peut faire de mieux, c'est de veiller à maintenir l'union entre les trois grandes puissances. Si celles-ci s'entendent, nous aurons la paix.

Le premier ministre (M. Mackenzie King) est allé outre-mer. Il s'est entretenu avec le président Truman ainsi qu'avec le premier ministre Attlee. La meilleure chose que pourrait maintenant faire notre premier ministre serait d'aller rencontrer à Moscou le généralissime Staline, afin de contribuer à consolider l'union des trois grandes puissances. Ce serait le plus beau rôle que le Canada pourrait jouer, et j'espère que le premier ministre trouvera moyen de faire ce voyage.

M. l'ORATEUR: A l'ordre! Je regrette d'avoir à interrompre l'honorable député encore une fois, mais je ne lui ai accordé que quelques minutes pour terminer son discours.

M. ROSE: Je demande encore une minute.

M. l'ORATEUR: A moins qu'il n'obtienne le consentement unanime de la Chambre, il devra reprendre son siège.

Quelques VOIX: Qu'il termine.

M. ROSE: Avant de partir pour outre-mer, le premier ministre a dit que le monde avait changé, qu'il n'était plus le même qu'autrefois. C'est une constatation importante, qui signifie